

## CE MONDE QUI BOUGE

Mārōc, le v̄rāi-fāūx  
chantage de deux  
journalistes français

Voilà une affaire qui tombe à point nommé pour le régime marocain et qui fait couler beaucoup d'encre. Résumons. Deux journalistes d'investigation, Eric Laurent et Catherine Graciet, co-auteurs du *Roi prédateur* (ed.Grasset. 2012), ont été placés en examen par la justice française pour extorsion de fonds et chantage contre le roi Mohamed VI. Ils sont soupçonnés d'avoir négocié l'abandon d'un projet de livre compromettant sur le roi du Maroc Mohammed VI en échange d'une somme de deux millions d'euros. Les deux auteurs ont été appréhendés à Paris par la police à la sortie d'un rendez-vous (le troisième) avec l'avocat du roi Mohamed VI, maître Hicham Naciri, à qui Eric Laurent aurait proposé la non-publication du livre contre trois millions d'euros ! Il y eut en tout trois rendez-vous avec l'avocat Hicham Naciri à Paris, et c'est à l'issue de la troisième rencontre au Royal Manceau, à laquelle participait Catherine Graciet, que les deux journalistes ont été appréhendés le 27 août et mis en garde à vue par la police française.



Par Hassane Zerrouky

Selon maître Eric Dupont-Moretti, un des avocats de Rabat, dont la version (la seule) est passée en boucle sur les radios et télévisions durant près de 72 heures (entre vendredi et dimanche dernier), le marchandage entre Eric Laurent et son interlocuteur avait été écouté et enregistré le 11 août (une semaine avant leur arrestation) par l'avocat marocain et remis aux policiers français. Le duo a donc été interpellé en situation de flagrant délit à la sortie de ce troisième et dernier rendez-vous. Ce n'est qu'après la fin de leur garde à vue, qui aura duré près de 24 heures dans les locaux de la Brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP) et leur présentation devant un juge d'instruction, que les deux journalistes ont pu donner leur version des faits.

Selon *Le Journal du Dimanche*, et c'est là où l'affaire se corse, l'avocat marocain se serait chargé lui-même des enregistrements en lieu et place des policiers français. Un acte qualifié par M<sup>e</sup> Eric Moutet, l'avocat de Catherine Graciet, de «contournement de procédure». Pour M<sup>e</sup> William Bourdon, Eric Laurent et Catherine Graciet sont tombés dans un «traquenard», une «opération politique» de Rabat contre deux journalistes «dont l'enquête est de nature à révéler de lourds secrets». Le fait est qu'il y a bien eu un deal entre le duo Eric Laurent-Catherine Graciet et l'avocat Hicham Naciri, qu'ils accusent d'avoir trituré les faits. Eric Laurent affirme dans *Le Monde* du 30 août : «On le voit très bien dans les procès-verbaux tirés des enregistrements : il n'y a aucune demande de ma part. Il y a encore moins de menace de chantage. Nulle part. A un moment donné, il (l'avocat du Palais ndlr) me dit : "On pourrait peut-être envisager une rémunération, une transaction, en contrepartie d'un retrait écrit". C'est lui qui m'amène à cette idée. A aucun moment il n'y a dans ces enregistrements une volonté de ma part de faire chanter le roi du Maroc à travers un de ses avocats». De son côté, Catherine Graciet, qui reconnaît avoir eu «un accès de faiblesse», assure : «Dans cette histoire, c'est le Palais qui propose, le Palais qui corrompt (...) Quand j'ai signé le protocole où nous renonçons à écrire sur la monarchie, je me dis aussi que j'ai la preuve que c'est un corrupteur, puisqu'il l'a signé lui aussi».

Cette affaire de vrai-faux chantage pose au moins deux problèmes. Le premier est que les deux journalistes, qui travaillent en free-lance, n'ont même pas fait montre d'un minimum de déontologie : en acceptant le deal et une avance de 40 000 euros accordée par Rabat, ils ont commis une faute qui jette l'opprobre et le discrédit sur le métier de journaliste. Le second, c'est que le régime marocain, qui n'est pas tout à fait blanc, a exploité outrageusement la «tentation» des deux journalistes, pour crier au scandale et se refaire une virginité à bon compte, aidé dans son entreprise par des médias français peu regardants : pas ou peu d'écrits sur la corruption<sup>(1)</sup> et encore moins concernant la répression contre les démocrates et progressistes : combien savent que Wafaa Charaf, 21 ans, a été condamnée en octobre 2014 à deux ans de prison pour avoir dénoncé la situation des ouvrières d'une filiale d'une multinationale étrangère ?

H. Z.

(1) Selon le magazine américain *Forbes*, avec une fortune évaluée à 2,5 milliards de dollars, le roi du Maroc est plus riche que l'émir du Qatar.

## RND : IL A RÉUNI SES PARLEMENTAIRES

Les orientations et  
les messages de Ouyahia

**Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia, a réuni hier mercredi, dans l'après-midi, les deux groupes parlementaires du parti, à l'Assemblée et au Sénat, pour leur donner une feuille de route concernant la session législative ouverte le même jour.**

Cette traditionnelle rencontre, qui a eu lieu au siège du parti à Alger, a été l'occasion pour Ouyahia, qui est par ailleurs directeur de cabinet à la présidence de la République, de livrer quelques messages à destination multiple. Outre le soutien total aux textes que présentera le gouvernement, Ouyahia exhorte ses parlementaires «à ne pas se laisser entraîner dans les surenchères des élus de l'opposition».

Le RND, pour rappel, siège au gouvernement de Abdelmalek Sellal où il compte cinq ministres et constitue, au niveau du Parlement, la deuxième force politique.



Ahmed Ouyahia, SG du RND.

Dans le communiqué final de ce conclave interne au RND, Ouyahia a également instruit les parlementaires en vue «de se mobiliser sur le terrain, pour participer à la sensibilisation de la population sur les enjeux d'une crise financière réelle à laquelle le gouvernement fait face, dans l'attachement à

la justice sociale et à la solidarité nationale». Une manière en fait de rassurer le Premier ministre, avec lequel Ouyahia entretient des relations tendues, aggravées par le dernier remaniement de mai et celui, restreint, du 23 juillet dernier.

K. A.

Le ministre des Transports écarte  
toute idée de privatisation d'Air Algérie

**Le ministre des Transports, Boudjemaâ Talaï, a écarté, hier à Alger, toute idée de privatisation d'Air Algérie, rappelant le lancement du plan de modernisation visant à remédier aux lacunes relevées dans la gestion de cette compagnie publique.**

«Il est vrai que des dépassements ont été constatés, à l'instar de ce qui se passe dans toutes les compagnies aériennes, mais nous nous employons à résoudre ces problèmes, à travers un plan de modernisation», a indiqué M.Talaï en marge de l'ouverture de la session d'automne du Parlement.

Le ministre a écarté toute idée de privatisation d'Air Algérie. «Il n'est aucunement question de privatisation», a-t-il affirmé. A une question sur l'incident survenu à l'aéroport d'Oran lorsqu'une employée d'Air Algérie a refusé à un voyageur l'enregistrement



Boudjemaâ Talaï, ministre des Transports.

sur la liste d'attente du vol Oran-Bechar et dont la vidéo circule sur les réseaux sociaux, M. Talaï a précisé

que son ministère attendait de recevoir le rapport final de l'enquête ouverte par la compagnie sur cet incident.

Par ailleurs, le ministre a annoncé le lancement début octobre prochain, du plan de modernisation de toutes les filiales du secteur, en vue de hisser le niveau des prestations aux normes internationales. Dans le cadre de sa nouvelle restructuration, approuvée par le Conseil des participations de l'Etat (CPE), Air Algérie va se doter de quatre filiales.

Il s'agit d'une société de catering (l'activité de préparation des repas destinés aux passagers), d'une filiale spécialisée dans le transport de marchandises (cargo), une troisième dédiée au handling (embarquement, enregistrement des bagages...).

Ce plan de restructuration prévoit également le lancement d'une société qui assurera la maintenance et la réparation des aéronefs d'Air Algérie et d'autres compagnies aériennes.

APS

SYNDICAT AUTONOME DES PERSONNELS  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRESRisque de grève au ministère  
des Affaires étrangères

**Dans un communiqué rendu public, hier, émanant du bureau de la section du Syndicat autonome des personnels des affaires étrangères (Sapae), le risque d'un mouvement de grève au sein du ministère des Affaires étrangères est évoqué par les signataires.**

Dans ce communiqué, le Sapae, rappelle qu'il a été créé il y a de cela

3 années et qu'une plateforme de revendications a été mise en place depuis 4 mois. Cette plateforme «de revendications légitimes reconnue par l'administration est restée sans effet à ce jour», lit-on dans le communiqué.

Le bureau du syndicat déplore cette situation qui serait le fait de l'administration du ministère des Affaires étrangères. Interpellant le ministre pour qu'il intervienne afin de faire aboutir les revendications des personnels, les signataires concluent néanmoins que «l'administration devra

assumer l'entière responsabilité de cette situation avec un risque de devoir recourir à la grève si rien n'est concrétisé», lit-on encore en substance.

Une situation vraiment mal venue si l'administration du ministère des Affaires étrangères venait à être paralysée par un mouvement de grève alors que ce ministère est sur tous les fronts et représente la vitrine politique et diplomatique de notre pays à l'étranger.

Fayçal M.